

déclencher une crise qui entraînerait les superpuissances dans un affrontement direct. Par ailleurs, les rivalités Est-Ouest viennent aggraver les conflits dans le Tiers monde. Et ces conflits sont répercutés en Amérique du Nord et en Europe par les activités terroristes, parfois soutenues par l'État.

Il est certain que nos intérêts en matière de sécurité nous dictent de jouer un rôle actif dans les questions Est-Ouest et, dans certains cas, de s'efforcer également d'instaurer la stabilité dans le Tiers monde. Il est tout aussi clair que nous ne pouvons nous permettre de faire tout ce que nous aimerions faire, et il faut faire preuve de circonspection sur le plan fiscal. Il existe déjà un important écart entre les tâches de sécurité que nous nous sommes données et les ressources que nous avons voulu affecter à l'exécution efficace de ces mêmes tâches. Et cet écart s'élargira tant que l'on ne prendra pas de décisions visant à concilier ressources et engagements. Pour rendre la situation encore plus difficile, nos intérêts dans l'Arctique, dans le Pacifique et dans d'autres régions du monde vont croissant.

Nos grands intérêts en matière de sécurité continuent de s'accroître, alors que nos ressources restent limitées.

Tout n'a pas la même importance pour nous, et d'ailleurs notre influence n'est pas la même dans tous les cas. Ce qui a déjà revêtu une importance capitale pourrait maintenant en avoir moins. Il nous faut établir des priorités; et, ce faisant, nous devons mettre l'accent sur les questions où se rejoignent nos intérêts et nos moyens d'action. Nous devons aussi nous rappeler que la capacité militaire a un rôle à jouer dans une politique étrangère efficace.

Les aspects économiques de la sécurité constituent un élément central pour tous les pays. Le coût des systèmes d'armes modernes est très élevé et notre déficit budgétaire est énorme. C'est un paradoxe de la dissuasion que les forces militaires aient été le plus efficaces lorsqu'elles n'ont pas dû être utilisées. La taille des effectifs est un facteur de dissuasion. Les décisions sont rendues plus difficiles par la nature changeante de la menace. Et nous ne pouvons guère nous inspirer de la «norme» internationale, étant donné des circonstances et des besoins qui nous sont propres. Il faut aussi considérer le lien qui existe entre la défense et les efforts en matière de contrôle des armements, et leurs contributions respectives à notre sécurité.

Priorités en matière de sécurité

Rien n'est plus important pour une nation que de pouvoir exercer sa souveraineté territoriale. Et rien n'est plus important pour la sécurité d'un État que ses moyens de défense contre un agresseur éventuel. Dans les siècles précédents, ces deux exigences pouvaient souvent être satisfaites par des forces nationales opérant indépendamment les unes des autres. Mais aujourd'hui, aucun État — même pas une superpuissance — ne peut garantir seul sa sécurité. Par conséquent, les alliances sont nécessaires et les efforts nationaux doivent être adaptés pour tenir compte des exigences de ces alliances.

Le contrôle de notre territoire, de notre espace aérien et de nos eaux côtières est essentiel aussi bien pour affirmer notre souveraineté que pour assurer notre sécurité. Pour être efficace, il doit s'appuyer sur un système de surveillance et de détection qui nous donne en permanence un bilan des activités menées sur terre, dans l'air et en mer. À ce contrôle doit également s'ajouter la capacité voulue pour intercepter les avions et les navires se livrant à des activités non autorisées ou illégales — qu'il s'agisse d'intrus civils faisant le trafic de la drogue ou d'intrus militaires testant nos défenses. Pour la plupart des pays,

Le contrôle du territoire national ainsi que de notre espace aérien et maritime est essentiel à notre souveraineté et à notre sécurité.